



QUESTION ORALE Groupe "A FANO TIÀ"

Type de réunion	3ème séance de la session administrative 2026
Date de la réunion	Mardi 12/05/2026 à 9h
Lieu de la réunion	Hémicycle Vetea BAMBRIDGE
Destinataire	M. Warren DEXTER, Ministre de l'Économie, du Budget et des Finances, en charge des Énergies, des postes et télécommunications.
Objet	L'urgence de la transition énergétique comme levier de défense du pouvoir d'achat.
Temps de parole	3 minutes
Intervenant du groupe	Mike COWAN

Monsieur le Président de l'assemblée, *Ia Ora na*

Monsieur le Président du Pays, *Ia Ora na*

Madame la Vice-présidente du gouvernement, *Ia Ora na*

Mesdames et Messieurs les Ministres, *Ia Ora na*

Chers parlementaires, *Ia Ora na*

Chers élus de l'assemblée, *Ia Ora na*

Chers collaborateurs et au personnel de TETUNAE, *Ia Ora na*

Chers invités et chers public, *Maeva e Manava i teie mahana*

Ma question s'adresse à M. Warren DEXTER, Ministre de l'Économie, du Budget et des Finances, en charge des Énergies, des postes et télécommunications.

Monsieur le Ministre,

Le monde traverse une période d'instabilité sans précédent. Les tensions géopolitiques au Moyen-Orient, les perturbations des routes maritimes et la volatilité des marchés pétroliers nous rappellent une évidence : les territoires insulaires, dépendants des hydrocarbures, sont en première ligne face aux crises mondiales.

En Polynésie française, cette dépendance se traduit concrètement dans le quotidien de nos familles : à la pompe, sur les factures d'électricité, dans le coût du fret ou encore dans les prix alimentaires. Autant de pressions qui pèsent directement sur le pouvoir d'achat des Polynésiens.

Le gouvernement a fait le choix responsable de préserver ce pouvoir d'achat en maintenant le prix des hydrocarbures à 150 F CFP le litre au 1er mai 2026, grâce notamment à une injection de 3,5 milliards de F CFP dans le Fonds de régulation des prix des hydrocarbures (FRPH). Cette initiative, bien que nécessaire, reste une réponse conjoncturelle. À long terme, nous ne pourrions pas indéfiniment absorber ces chocs externes par des ajustements budgétaires.

Le débat récent autour du photovoltaïque et les préoccupations exprimées par le collectif Synergie soulèvent une question centrale : avons-nous une vision claire, ambitieuse et cohérente de notre souveraineté énergétique ? Cette question exige plus que des postures. Elle nécessite lucidité, constance et courage politique.

Le Pays a déjà engagé des actions positives. Le Plan climat et la stratégie de transition énergétique fixent des objectifs ambitieux pour augmenter la part des énergies renouvelables dans notre mix électrique. Les résultats sont encourageants : à Tahiti, la part des énergies renouvelables dans la production électrique a atteint près de 50 % au premier trimestre 2025, contre 43 % un an plus tôt, grâce notamment à l'hydroélectricité et à la progression du photovoltaïque.

Par ailleurs, le Conseil des ministres a adopté la semaine dernière l'extension de la prise en charge du fret maritime interinsulaire pour les équipements photovoltaïques, facilitant ainsi l'accès des îles éloignées à ces installations et de réduire les inégalités territoriales.

Mais cette dynamique doit désormais être consolidée.

Le photovoltaïque appelle des réponses claires sur le tarif de rachat, le stockage, le raccordement, le financement des installations et l'accès des ménages modestes à ces équipements.

L'hydroélectricité, quant à elle, demeure un pilier majeur de notre souveraineté énergétique. Elle constitue une énergie locale, renouvelable et pilotable. Mais son développement se heurte à des enjeux fonciers, environnementaux et d'acceptabilité sociale. Dans nos vallées, l'adhésion des familles concernées ne pourra être obtenue que par une information transparente, une concertation respectueuse et un partage équitable des retombées liées à ces projets.

Pour notre groupe A FANO TIÀ, la souveraineté énergétique est une nécessité pour trois raisons majeures :

1. Réduire durablement le coût de l'électricité ;
2. Limiter notre vulnérabilité aux chocs externes ;
3. Garantir une plus grande égalité réelle entre Tahiti et ses îles.

Comme vous le savez, il n'y a pas de dignité sociale sans une énergie abordable, ni de souveraineté sans indépendance énergétique.

C'est pourquoi, Monsieur le Ministre, ma question est la suivante :

“Quelles sont les actions concrètes que le gouvernement entend mettre en œuvre, à court et moyen terme, pour accélérer résolument cette transition et atteindre pleinement la souveraineté énergétique ?

Mauruuru - Te aroha ia rahi



Mike Cowan